

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1019)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 51

présenté par

Mme Anthoine, Mme Levy, M. Masson, M. Pradié, M. Leclerc, M. Ramadier, Mme Kuster,
M. Abad, M. Bazin, M. Brun, M. Rémi Delatte, Mme Louwagie et M. Reiss

ARTICLE 16

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 31 :

« France compétences est un établissement à caractère administratif ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les compétences de l'État dans le domaine de l'apprentissage et de la formation professionnelle – secteurs de responsabilité majeure des régions et désormais des branches professionnelles - se limitant essentiellement à la fixation des normes, il n'apparaît pas cohérent de faire de France compétences un établissement public de l'État.

Le présent amendement revient donc sur cette orientation en précisant simplement que France compétences est un établissement public à caractère administratif.